

cordant aux honorables députés d'en face. Mon honorable ami a dit que l'amendement de cet après-midi n'était qu'une manœuvre politique. Soyons sincères en discutant cette question. Chaque fois qu'un projet de résolution est proposé dans un but politique, d'après ce qu'il en sait, est-il libre de voter d'une façon tout à fait contraire à ses principes? On ne saurait accepter cela.

Mon honorable ami a parlé de coopération. C'est vrai qu'il y a eu coopération entre les partis libéral et progressiste et si les libéraux de Québec avaient refusé de coopérer avec les progressistes, il n'eût pas été possible d'avoir de coopération. Nous avons coopéré avec eux et je n'en ai pas de regret. S'il nous fallait encore le faire, nous leur donnerions encore notre coopération. Les deux côtés doivent coopérer. Nous, libéraux de Québec, nous pourrions très bien nous passer de coopération, et si nous avons accordé notre coopération, c'est pour la raison que j'ai donnée à l'ouverture de la législature, à savoir que, sur toute l'étendue du Canada, notre parti devrait coopérer avec tous les groupes indépendants et travailler de concert avec eux pour le bien-être de notre pays. C'était l'objet que nous avions en vue, et, pour le réaliser, je n'éprouve pas de honte à déclarer ce soir, plus d'une fois j'ai voté pour des mesures qui, selon moi, étaient d'une valeur douteuse si je n'avais tenu compte que de ma propre province. Mais ce n'était pas l'objet que je visais. Je tenais compte du Canada tout entier; je songeais qu'à trois mille milles d'ici il se trouvait des provinces avec lesquelles nous devons coopérer, c'est pourquoi j'ai donné mon appui à ces mesures. Mes amis, ayant obtenu ce qu'ils convoitaient, semblent dire: 'Maintenant que nous avons traversé la rivière, nous vous saluons et nous retournons chez nous.'

M. COOTE: La seule raison pour laquelle j'ai voté comme je l'ai fait, c'est qu'un département de l'Etat était tombé dans un état tel,—et j'ai eu le sentiment que des membres du Gouvernement le savaient,—que je ne pouvais plus donner mon appui au gouvernement d'alors. J'ai été désolé qu'on n'ait pu conserver plus longtemps notre coopération.

M. DENIS (Joliette): Je veux être très réservé dans ce que je vais dire, mais j'irai plus loin: mes honorables amis progressistes pensent-ils,—leurs principes étant connus et consignés dans les documents de cette Chambre,—qu'il sera pour eux plus facile de coopérer avec le gouvernement actuel qu'avec le groupe de la gauche? S'il se trouve un honorable député de cette opinion, j'aime-

rais bien connaître son nom. On ne saurait soutenir cela, car ce serait une inconséquence. Je ne veux pas leur reprocher leur manière d'agir; ils sont parfaitement libres et je leur garde ma considération, mon estime et mon respect, mais malgré cela je ne puis arriver à croire qu'il sera plus facile de coopérer avec le parti conservateur qu'avec le parti libéral. La coopération avec le parti conservateur est impossible; et cela a été démontré au cours de la session actuelle. Songez donc un instant à la logique de ces estimables messieurs. Ils veulent la coopération, mais entretemps, tout en réclamant la coopération, ils donnent leur appui au parti avec lequel ils ne peuvent coopérer.

Mon honorable ami disait qu'il aurait aimé une coalition. J'ignore si c'est une nouveauté pour mon honorable ami, mais ce n'en est pas une pour les autres. Je vais dire à mes honorables amis quelque chose qu'ils pourront apporter avec eux en Alberta et en Saskatchewan. En parlant d'une coalition mes honorables amis progressistes savent-ils, ou ignorent-ils, que depuis deux ou trois ans au moins, et peut-être plus, des hommes très en vue appartenant aux deux partis dans les provinces de Québec et d'Ontario ont prétendu que ces deux provinces devaient se donner la main et coopérer en vue de gouverner ce pays? Si mes honorables amis ignorent cela, ils ne connaissent pas grand'chose, car ce n'est pas un secret. Je ne dévoile aucun secret, et, bien plus, je n'étais pas partie à un tel arrangement; je ne fais que répéter ce que j'ai entendu dire à maintes reprises, et nul ne peut aller à Toronto ou à Montréal sans rencontrer les hommes d'affaires de ces deux grandes villes de ce pays qui vous diront que mes amis conservateurs d'une part et mes amis libéraux d'autre part devraient coopérer et qu'il ne devrait y avoir aucun ressentiment entre Québec et Ontario. S'il existe quelque malentendu entre ces provinces, rappelons-nous que nos intérêts sont les mêmes et qu'elles doivent s'unir et travailler de concert. Mes honorables amis savent-ils que Québec compte soixante-cinq députés et Ontario quatre-vingt-deux? Que mes honorables amis fassent l'addition et constatent ce que cela représente. Ils demandent une coopération et une coalition. S'il y a jamais une coalition entre Québec et l'Ontario, les progressistes ne verront peut-être pas leur politique faire beaucoup de chemin. Je n'entends proférer de menaces contre personne, et de même que mes honorables amis de Macleod (M. Coote) et de Bow-River (M. Garland), je veux que les affaires du pays s'administrent et je consens à